



## LE JOURNALISTE DÉTENU ARBITRAIREMENT LE PLUS LONGTEMPS AU MONDE REÇOIT LE PRIX EDELSTAM

*Le Prix Edelstam 2024 est décerné à M. Dawit Isaak pour ses contributions exceptionnelles et son courage remarquable à défendre la liberté d'expression, ses convictions et les droits de l'homme. Le prix sera remis lors d'une cérémonie à la Maison de la Noblesse à Stockholm, en Suède, le 19 novembre 2024. Étant donné que Dawit Isaak est un prisonnier d'opinion et le journaliste détenu le plus longtemps au monde, il ne pourra pas être présent. Sa fille, Betlehem Isaak, recevra le prix en son nom.*



*Photo: private*

M. Dawit Isaak, journaliste érythro-suédois et défenseur des droits de l'homme, a cofondé *Setit*, le premier journal indépendant d'Érythrée. Critiquer ouvertement le gouvernement érythréen et plaider pour les droits de l'homme, la réforme démocratique et la liberté d'expression a conduit à son arrestation en septembre 2001, lors d'une répression contre les journalistes et politiciens indépendants qui réclamaient des élections.

### **Défendre des droits de l'homme et les principes démocratiques**

En raison de son travail de défense des droits de l'homme et de plaidoyer pour une réforme démocratique, M. Dawit Isaak ne pourra pas accepter son prix en Suède, car il est le

journaliste détenu le plus longtemps au monde, avec ses collègues, et est détenu au secret sans inculpation ni accès à un avocat, ni procès, depuis plus de 23 ans.

« M. Dawit Isaak a fait preuve d'un courage exceptionnel en continuant à écrire et à critiquer le gouvernement érythréen et a fait preuve d'un grand engagement en faveur de la liberté d'expression et d'information, malgré le harcèlement et les menaces du gouvernement de le soumettre à des interrogatoires continus. M. Dawit Isaak a poursuivi son plaidoyer, au-delà de son intérêt personnel pour les principes des droits de l'homme et de la démocratie. « Sa punition, sa détention perpétuelle illégale, le fait qu'il n'ait jamais été accusé d'un crime, qu'il soit sans défense et privé de ses droits fondamentaux sans procès, son statut de fait de mort civile, tout cela est intenable », déclare Caroline Edelstam, présidente du jury du Prix Edelstam et cofondatrice de la Fondation Edelstam.

**« Là où la presse est libre et chaque homme est capable de lire, nous sommes en sécurité. Notre liberté dépend de la liberté de la presse, et cela ne peut être limité sans être perdu. »** *Thomas Jefferson, 1816.*

### **Impunité et disparition forcée**

La Fondation Edelstam appelle les autorités érythréennes à libérer Dawit Isaak et d'autres prisonniers d'opinion, journalistes emprisonnés et politiciens réformistes. De plus, la Fondation exhorte le gouvernement érythréen à révéler immédiatement le lieu où se trouve Dawit Isaak et à respecter ses droits légaux, notamment l'accès à une assistance consulaire et à une représentation juridique.

« M. Dawit Isaak est le journaliste détenu le plus longtemps au monde. Nous sommes très préoccupés par sa santé et son lieu de détention reste inconnu, il n'est pas inculpé de crime, et il a été refusé l'accès à sa famille, à une assistance consulaire, et au droit à un avocat – en fait, il s'agit d'une disparition forcée. L'Érythrée restreint systématiquement un large éventail de droits fondamentaux, y compris la liberté d'expression, d'association, de réunion et d'information, qui sont traités avec censure, arrestations arbitraires, détentions sans procès et la torture systématique et généralisée. Les rafles massives et les arrestations arbitraires ainsi que la détention de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme sans procès ne sont pas exceptionnelles », déclare Caroline Edelstam, présidente du jury du Prix Edelstam.

### **Devoir de la communauté internationale à faire pression sur l'Érythrée et la Suède**

La communauté internationale a le devoir d'agir pour prévenir le génocide et d'autres abus flagrants les autorités nationales s'effondrent ou ne respectent pas et ne garantissent pas les droits humains fondamentaux. La Fondation Edelstam appelle la communauté internationale à agir, car les gouvernements érythréen et suédois ne protègent pas leur propre citoyen, M. Dawit Isaak, d'un point de vue humanitaire, sécuritaire et des droits de l'homme, et ne remplissent pas leurs obligations en vertu du droit international.

« Il est important de trouver des moyens de faire respecter le droit national et international et de promouvoir la responsabilité des violations graves des droits de l'homme. Lorsque des violations ont eu lieu, les États doivent être tenus responsables. La communauté internationale a également une responsabilité pour faire respecter la justice, assurer la protection des victimes et maintenir le principe que personne n'est au-dessus des lois. Les pays

démocratiques doivent faire pression sur les concernés, en l'occurrence l'Érythrée, ce qui est essentiel et pourrait avoir un effet notable. Les disparitions forcées et la persécution des journalistes sont de graves violations des droits de l'homme. Comme nous l'a enseigné James Joyce, nous devons insister en priant : Donnez-nous aujourd'hui notre presse quotidienne. Ces abus sont des actes criminels, sans exception et indépendamment des circonstances, y compris l'état de guerre, d'urgence ou de sécurité nationale. Selon le droit international, les membres de la famille des disparus sont reconnus comme des victimes de disparition forcée », déclare Caroline Edelstam, présidente du jury du Prix Edelstam.

### **Motivation du jury du Prix Edelstam**

M. Dawit Isaak est un citoyen érythréo-suédois. Il est né en Érythrée sous l'occupation éthiopienne et a développé une passion pour l'histoire et la littérature inspirée par sa mère. Au lycée, il a écrit une pièce sur la censure qui a été interdite pour avoir défié le statu quo politique. À l'âge de 21 ans, il a fui vers la Suède en quête de sécurité pendant la guerre de libération de l'Érythrée et a été reçu en tant que réfugié. La raison pour laquelle il a fui en Suède était qu'il avait des connaissances d'autres Érythréens exilés et qu'il admirait la société libre, les médias et la capacité des gens à exprimer librement leurs opinions sans être punis pour cela.

Après l'indépendance de l'Érythrée en 1993, Dawit Isaak, malgré l'obtention de la citoyenneté suédoise, a décidé de retourner en Érythrée pour aider à reconstruire son pays natal. Il est devenu rédacteur en chef de *Setit*, le premier journal indépendant d'Érythrée, qui critiquait le gouvernement et plaidait pour les droits de l'homme et la démocratie. Son travail a conduit le gouvernement à le harceler et à le menacer de poursuites continues. Cependant, il a poursuivi sa vocation, au-delà de son intérêt personnel, pour les principes des droits de l'homme et de la démocratie.

Il ne s'est pas désisté et, pour avoir été un journaliste courageux qui a osé publier des lettres ouvertes appelant à une réforme démocratique à *Setit*, il a fini par être arrêté arbitrairement en 2001. Il a été détenu au secret sans procès et a été refusé l'accès à sa famille, à une assistance consulaire, et au droit à un avocat – en fait, une disparition forcée – lors d'une répression où dix autres journalistes indépendants ont été arrêtés en septembre 2001 avec onze politiciens réformistes, membres du gouvernement du président érythréen Isaias Afwerki, connus sous le nom de G 15, exhortant le gouvernement à organiser des élections ouvertes et à mettre en œuvre une nouvelle constitution rédigée.

Dawit Isaak a continué à écrire sur les droits de l'homme, les élections libres et ouvertes, et à critiquer le gouvernement pour ne pas organiser d'élections libres. Il a continué à influencer le peuple érythréen pour qu'il se soucie de ses droits fondamentaux.

Aujourd'hui, Dawit Isaak est toujours en détention illégale et est considéré comme l'un des journalistes détenus sans interruption les plus longtemps au monde. Il est emprisonné depuis 2001 sans procès, il n'a pas été inculpé d'un crime, et il n'a pas été autorisé à parler à son avocat.

Amnesty International a inscrit Dawit Isaak comme un prisonnier d'opinion.

La Fondation Edelstam appelle la communauté internationale à agir, car les gouvernements érythréen et suédois ne protègent pas assez leur propre citoyen, M. Dawit Isaak, d'un point de vue humanitaire, sécuritaire et des droits de l'homme, et ne remplissent pas leurs obligations en vertu du droit international.

En outre, la Fondation Edelstam demande respectueusement aux autorités de l'État d'Érythrée de libérer Dawit Isaak avec d'autres journalistes encore emprisonnés et membres du G-15, et en tout cas, de révéler immédiatement le lieu où se trouve Dawit Isaak, et de respecter sans délai son droit d'être visité et assisté par un avocat et par les autorités consulaires suédoises.

### **Le Prix Edelstam**

Le Prix Edelstam est une récompense monétaire internationale basée en Suède, administrée par la Fondation Harald Edelstam. Le Prix Edelstam est décerné pour des contributions exceptionnelles et un courage remarquable à défendre ses convictions dans la défense des droits de l'homme.

Le lauréat du Prix Edelstam peut être une personne privée ou une personne qui travaille auprès d'un gouvernement, une organisation internationale ou nationale. Le lauréat doit être une personne qui a agi dans l'esprit de l'ambassadeur Harald Edelstam dans un ou plusieurs pays où les droits de l'homme, selon le droit international, ont été violés. Le lauréat doit avoir démontré des capacités exceptionnelles à analyser et à gérer des situations complexes et à trouver des moyens, même non conventionnels et créatifs, pour défendre les droits de l'homme. Le candidat a, vraisemblablement dans une situation complexe, été capable de jouer un rôle décisif en aidant des personnes menacées ou en sauvant directement des vies humaines. Le courage civique est un paramètre central dans la sélection du candidat retenu.

### **Membres du jury**

Le jury international est présidé par **Mme Caroline Edelstam**, petite-fille de Harald Edelstam et co-fondatrice de la Fondation Edelstam. Les autres membres sont la **juge Shirin Ebadi**, lauréate du prix Nobel de la paix 2003, qui représente l'Asie. L'Afrique est représentée par le **Dr. Fatou Bensouda**, ancienne procureure en chef de la Cour pénale internationale (CPI). **L'ambassadrice Eileen Donahoe**, directrice exécutive du Global Digital Policy Incubator au Center for Democracy, Development and the Rule of Law de l'Université de Stanford et ancienne ambassadrice des États-Unis auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies représente l'Amérique du Nord. Le **professeur Philip Alston**, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, représente l'Océanie. L'Amérique latine est représentée par la **magistrate Patricia Linares Prieto**, ancienne présidente de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP). L'Europe est représentée par l'ancien **juge Baltasar Garzón**, qui a siégé au tribunal pénal central d'Espagne, connu pour avoir inculpé le dictateur chilien, le général Augusto Pinochet, pour la mort et la torture de milliers de victimes du Chili et d'autres pays.

---

*Pour plus d'informations, veuillez contacter :*

**Caroline Edelstam**, Présidente de la Fondation Edelstam

Tel: +46 (0)706 98 72 23, e-mail: [caroline.edelstam@edelstam.org](mailto:caroline.edelstam@edelstam.org)

[www.edelstamprize.org](http://www.edelstamprize.org) / [www.edelstam.org](http://www.edelstam.org)